

investissement et concurrence. Des progrès ont été accomplis pour soumettre la politique commerciale à la vigilance du public et les bases sont jetées pour aller plus loin. Les questions de développement commencent à occuper la place qui leur revient dans un système commercial dominé en nombre, sinon en termes de l'échange, par les pays en développement. Par contraste, l'intégration du commerce à des considérations liées au travail, à l'environnement et à la politique est un processus beaucoup plus lent, qui progresse principalement lors de discussions bilatérales et au sein d'instances parallèles comme la Commission mondiale de l'Organisation internationale du Travail et le processus du Sommet des Amériques. Objectivement, la politique commerciale canadienne

est ambitieuse et de grande ampleur, mais le consensus est difficile à réaliser dans tous ces domaines et ailleurs. Comment les Canadiens jugent-ils les efforts déployés tous azimuts par leur gouvernement? Leurs opinions, communiquées au gouvernement lors de consultations et par d'autres canaux, sont aussi variées et complexes que les questions proprement dites; au risque d'une simplification abusive, voici un résumé de ce qui nous a été dit.

Les **entreprises** canadiennes ont tendance à se concentrer sur les questions économiques. Elles soutiennent largement les politiques

gouvernementales en faveur des échanges et de la promotion du commerce international, des bureaux régionaux de promotion du commerce au Canada aux missions d'Équipe Canada à l'étranger, ainsi que les négociations régionales ou multilatérales. Toutefois, en matière d'initiatives bilatérales, les opinions divergent : celles qui escomptent des avantages les soutiennent, tandis que celles pour qui il n'y a pas de retombées immédiates en vue préféreraient que nos efforts se cantonnent à des forums tels que l'OMC ou la ZLEA, par peur d'épuiser les ressources publiques consacrées à la politique commerciale et de détourner l'attention d'accords plus conséquents et plus prometteurs.

La libéralisation des échanges n'est qu'une des priorités déclarées des milieux d'affaires canadiens. On peut citer parmi les autres : des taux d'impôt sur les sociétés qui encouragent l'investissement dans de nouveaux équipements et dans la R.-D.; des taux d'impôt sur le

